

NE NOUS LAISSONS PAS VOLER



LA NATIONALISATION

Moins de deux jours après la signature, en grandes pompes par Ursula Von der Leyen de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et l'Inde, « l'accord des accords » comme ils l'ont qualifié, Mittal a annoncé, ce qu'il prévoyait depuis deux ans : un vaste plan de licenciements. 5660 postes seront supprimés dans la sidérurgie européenne dont 1500 en France.

Après s'être gavé d'aides en tout genre, qui n'auront été en réalité qu'un transfert d'argent public dans la poche des actionnaires, après avoir exploité au maximum les travailleurs et leur savoir-faire, Mittal entame sa délocalisation totale prévue de longue date.

Cette annonce de la ruine de la vie de 1500 travailleurs, de la ruine de 1500 familles, prélude au démantèlement de la sidérurgie française et à sa disparition d'ici 2 à 3 ans qui en ruinera des centaines de milliers d'autres avec la bénédiction du gouvernement qui, après Doliprane, vient de vendre en catimini, entre Noël et nouvel An, LMB Aerospace au capital étatsunien dont le fondé de pouvoir Trump ne cache pas son intention de tout rapatrier aux USA, tandis que Brandt ferme, que la cristallerie d'Arques est en redressement judiciaire, etc.

Au-delà de la sidérurgie, c'est toute l'industrie française qui est menacée, quelles que soient les branches, quels que soient les secteurs.

Après plus d'un an de combat, le 27 novembre 2025, la CGT - CGT Arcelor, Union locale de Dunkerque et Union départementale en première ligne, a obtenu l'adoption, en première lecture à l'Assemblée nationale, de la loi de nationalisation d'ARCELOR-MITTAL. Cette loi doit maintenant passer devant le sénat le 25 février avant de repasser devant l'Assemblée nationale pour un vote définitif au mois de juin, probablement le 11.

L'outil de travail appartient aux travailleurs. Et c'est notre outil de travail que nous devons préserver dans tous les secteurs de l'industrie. En nationalisant et en plaçant les entreprises sous contrôle des travailleurs comme nous le disions devant Bercy le 21 janvier. La défense de l'industrie, l'interdiction des délocalisations et des licenciements, le rapatriement de nos usines, le « produire en France » au service de la population est un enjeu de classe. C'est un enjeu pour l'ensemble des travailleurs de notre pays.

Ne regardons pas nos usines fermer ou partir les unes après les autres. Ne regardons pas nos camarades se faire jeter à la rue les uns après les autres en attendant notre tour. Prenons notre destin en mains. Ne nous laissons pas voler la nationalisation d'Arcelor qui doit en appeler d'autres.

**TOUS À PARIS DEVANT LE SÉNAT
MERCREDI 25 FÉVRIER 11 HEURES
NE NOUS LAISSONS PAS VOLER
SACHONS GARDER CE QUI EST À NOUS**